

Le cinéma britannique version XXS

LONDRES - envoyée spéciale

Quelle influence aura le Brexit sur le cinéma britannique? Rien de bon, à en croire Jeremy Thomas, le producteur de Bernardo Bertolucci et David Cronenberg: « Il apportera une période de forte incertitude, surtout au secteur indépendant », confie-t-il au Monde. Son confrère Iain Canning s'en plaignait récemment dans le *Hollywood Reporter*: « C'est une tragédie. Les projets de premier et deuxième films sont généralement montés grâce à des subsides européens. Ils seront plus difficiles à réaliser. » Des craintes unanimement partagées par les producteurs indépendants outre-Manche: 85 % des adhérents de l'association des producteurs de cinéma et de télévision britanniques (PACT) voulaient rester dans l'Union européenne, selon une enquête de cette organisation.

Le Brexit risque de provoquer une onde de choc d'une grande violence dans l'industrie du cinéma anglais. L'aide à la création, les coproductions et la diffusion des films européens au Royaume-Uni vont vaciller. Au profit d'Hollywood, qui règne déjà presque en maître sur le septième art britannique et devrait accentuer encore sa domination.

Selon le British Film Institute (BFI), entre 2014 et 2016, le cinéma britannique a bénéficié

de 57 millions de livres sterling (64,6 millions d'euros) d'aides d'Europe créative (l'ex-programme Media), se classant comme le deuxième bénéficiaire de ses largesses après la France. Cette manne européenne a, par exemple, permis aux producteurs britanniques de développer *Moi, Daniel Blake*, de Ken Loach, *A United Kingdom*, d'Amma Asante, *Les Suffragettes*, de Sarah Gavron, de distribuer 115 films britanniques en Europe ou de donner un coup de pouce à la diffusion dans 50 salles outre-Manche de films dits « européens », comme *Mustang*, de Deniz Gamze Ergüven, ou *Elle*, de Paul Verhoeven.

Créer des films au Royaume-Uni, et surtout les financer, est déjà complexe. Bertrand Fai-

vre, le seul producteur qui dispose de bureaux à Londres et à Paris et réalise chaque année, avec The Bureau, quatre ou cinq films dans chaque pays, note que « les trois piliers du financement du cinéma britannique – le BFI, la BBC et la chaîne Film4 – n'apportent guère plus de 50 millions de livres par an, à peine le tiers du budget annuel de Canal+ ».

La France et le Royaume-Uni sont liés par un accord de coproduction signé en 1994 – dont la révision n'est pas à l'ordre du jour. Les films reconnus comme binationaux bénéficient des soutiens publics des deux Etats. « Dans ce cadre, un film anglais entre dans les quotas de diffusion ou de préachats de Canal+ sans empêcher le producteur français d'accéder à des aides financières comme le compte de soutien », précise le producteur français Philippe Carcassonne.

RAS-DE-MARÉE AMÉRICAIN

Même si les deux pays sont signataires de la convention européenne sur la coproduction – un système plus souple qui doit impliquer au moins trois Etats européens –, Paris et Londres coproduisent assez peu (50 longs-métrages en dix ans, depuis 2006). Ces coproductions, qui concernent surtout les films indépendants, vont sans doute diminuer. Et empêcher les films britanniques d'être diffusés sur les télévisions et dans les salles en Europe. Les films français perdront aussi de leur audience, déjà minime, dans les cinémas outre-Manche. Les recettes du box-office britannique provenaient en 2016 à

59 % de films purement américains, 20 % de films à capitaux anglo-américains, 7 % de films anglais et 6 % du reste du monde. Cette hégémonie hollywoodienne est bien ancrée: « Parmi les 20 premiers films du box-office en Grande-Bretagne en 2016, seuls deux n'étaient pas produits ou coproduits par les studios hollywoodiens », relève Yoann Ubermulhin, responsable notamment du marché britannique chez UniFrance.

Si les salles britanniques font la part belle au cinéma américain, les studios outre-Manche

tourmentent déjà à plein régime grâce aux colossales productions hollywoodiennes. Les avantages fiscaux fort alléchants, proposés depuis l'époque où Tony Blair était premier ministre (de l'ordre de 25 % des dépenses de tournage), tout comme le fait que les techniciens et les acteurs parlent la langue de John Keats, expliquent ce raz-de-marée. Pinewood est devenu la tête de pont de Disney en Europe, tandis que Warner Bros a installé ses studios à Leavesden. Les sagas *Star Wars*, *Harry Potter* et autres *Tomb Raider* sont tournées à deux pas de Londres. L'effondrement de la livre, première conséquence du vote des Britanniques en faveur de la sortie de l'UE, réjouit les magnats américains, qui voient leur facture baisser en tournant en Grande-Bretagne. Les producteurs indépendants britanniques, eux, s'en agacent et se plaignent de ne plus avoir accès à « leurs » studios.

La voix des Britanniques aura de plus en plus de mal à se faire entendre. Nouveau tour de vis dans la domination américaine? Dès l'annonce du Brexit, les Américains se sont dits prêts à apporter l'argent que ne donnera plus l'Europe. Amazon et Netflix sortiront d'autant plus vite leur chèque qu'ils ont besoin de renforcer leurs catalogues de droits de films et savent que les producteurs britanniques sont déjà obligés de faire de la télévision parce qu'il est difficile de financer des films.

Pour Yvon Thiec, délégué général d'Eurocinéma, l'association de producteurs de cinéma et de télévision basée à Bruxelles, la question reste bien la lancinante domination américaine. « L'objectif prioritaire devrait être d'éviter que la négociation sur le Brexit laisse la Grande-Bretagne libre d'octroyer des facilités pour l'implantation des studios, des chaînes de télévision et des grands opérateurs en ligne comme YouTube, Netflix, Apple ou Amazon au Royaume-Uni par le biais d'une stratégie fiscale agressive. » Sans quoi ces groupes américains bénéficieront outre-Manche d'une législation moins contraignante que celle en place dans l'UE, pour mieux déverser leurs services ou leurs images sur le Vieux Continent. ■

NICOLE VULSER

Les producteurs indépendants craignent que le Brexit et la fin des aides européennes ne rendent plus difficile la création de films au Royaume-Uni. Une onde de choc pour un 7^e art anglais déjà sous l'emprise d'Hollywood

Rebecca O'Brien : « Inévitablement, le Brexit va ruiner mes affaires »

SOUCIEUSE DE SON INDÉPENDANCE, Rebecca O'Brien, installée avec sa petite équipe de Sixteen Films dans le quartier de Soho à Londres, produit depuis des années les films de Ken Loach, l'un des cinéastes anglais les mieux distribués en France. Avec le Brexit, la productrice cessera sans doute les coproductions européennes, dit-elle au *Monde*.

Que va changer le Brexit pour vous ?

Tous les films que je fais depuis vingt-cinq ans sont des coproductions avec des partenaires européens. Inévitablement, le Brexit va ruiner mes affaires. En théorie, les coproductions seront encore possibles. Mais en pratique, il faut un marché libre. En coproduisant en Belgique, par exemple, où est proposé un crédit d'impôt intéressant, j'emploie des techniciens belges et ils peuvent venir ici. Si cela devient de l'import-export pour le matériel, si je dois payer des taxes, s'il faut des visas... cela n'aura plus de sens pour moi.

C'est très triste, parce que j'aime vraiment bien travailler avec eux. C'est un problème crucial : la

flexibilité des frontières est inhérente à l'industrie du cinéma. Nous utilisons des lieux de tournage, des studios dans des pays différents, soit parce que le scénario l'impose, soit parce qu'il s'agit d'une coproduction.

Vous ne toucherez plus d'aides européennes ?

Europe Créative, l'ex-programme MEDIA, c'est important pour des compagnies comme la mienne. Par trois fois, en quinze ans, j'en ai bénéficié pour le développement de trois ou quatre projets. Au moment délicat où l'on ne sait pas si le film pourra se faire. De plus, c'est de l'argent qui peut se recycler sur un autre projet.

Nous perdrons cela avec le Brexit. La Grande-Bretagne a quitté Eurimages, qui finance la production cinématographique au niveau européen. C'est dommage. Je n'ai fait qu'un film grâce à cette aide, *Land and Freedom* de Ken Loach (1995), en obtenant les 15 % de financement qui me manquaient. Le Brexit se traduira aussi par l'arrêt des aides régionales au Pays de Galles, au Yorkshire, au Kent...

Quel sera l'effet sur la distribution des films ?

Montrer des films anglais dans des salles en Europe, et, réciproquement, des films européens en Grande-Bretagne, sera bien plus difficile. Sans Europa Cinemas [*réseau qui favorise la diversité des films*], nous ne verrions ici que des films hollywoodiens et britanniques. La diversité de notre culture décroîtrait, on deviendrait encore plus une petite île.

Quels films avez-vous en chantier ?

J'espère pouvoir faire un autre film de Ken Loach (81 ans) cet été, avant le Brexit. Parce que ses films marchent bien en France, je pense que mes partenaires français, Pascal Caucheteux et Grégoire Sorlat de Why Not Productions ou Vincent Maraval de Wild Bunch pour les ventes, continueront à travailler avec nous, Brexit ou pas.

Je développe aussi un premier film de Louise Osmond. Sans Brexit, je serais allée voir mes partenaires français. Là, ils auront plus de mal à me suivre sur le projet d'une réalisatrice quasi inconnue. ■

PROFOS RECUEILLIS PAR N. V.